



ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES

COMMUNIQUÉ de PRESSE

CP n°13 du 31 mai 2024

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques demande le retrait de la réforme de la formation initiale des enseignant.es et des CPE

Les projets de textes relatifs aux nouveaux concours de recrutement des enseignant.e.s et CPE communiqués cette semaine sont annonciateurs d'un nouvel accident industriel. La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques demande le retrait de la réforme. Elle votera contre ces textes qui ne correspondent en rien à ses revendications portées depuis la maîtrise il y a plus de 15 ans.

Le contenu de l'ensemble des documents est en net retrait par rapport aux annonces faites à l'automne 2023 et ne répond pas aux objectifs assignés à la réforme : stabiliser et sécuriser le parcours de formation initiale pour le rendre plus attractif.

Les projets de texte créent des ovnis statutaires qui sont inacceptables et soulèvent de nombreuses questions laissées sans réponse :

- un.e lauréat.e d'un concours de la fonction publique ne sera ni fonctionnaire stagiaire ni élève fonctionnaire pendant sa première année de formation ;
- pendant cette première année de formation, les étudiant.e.s percevront une gratification et non une rémunération sans lien statutaire clair avec l'employeur qui les recrute, sans droits sociaux sécurisant leur parcours professionnel ;
- dans un tel contexte, instaurer une obligation de servir durant quatre ans pour les néo titulaires n'est pas légitime, les engagements de l'État pendant la formation étant nettement inférieurs à ce qui existe dans d'autres contextes et qui justifie alors cette obligation.

Les maquettes de concours sont inadaptées au niveau licence, et en l'absence de « sujets 0 », le ministère annonce d'ores et déjà qu'elles pourraient être encore revues au-delà de la période transitoire.

A l'issue de ces premières réunions de concertation, de nombreuses questions importantes pour les étudiantes et étudiants, pour les personnels des INSPE et des universités restent toujours sans réponse opérationnelle et cohérente.

Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, il est encore temps de renoncer à cette réforme. La seule issue constructive est de reprendre les enjeux de la formation, du recrutement et de l'attractivité sur des bases solides, partagées avec toutes les parties prenantes. L'entêtement du gouvernement risque de conduire les professionnels et tout le système d'éducation et de formation vers un accident industriel sans précédent.